

26 mars 2014

Avant le second débat des chefs

Mettre à contribution la CDPQ pour financer l'alternative

Le PQ aura su se tirer à la fois dans le pied droit et dans le pied gauche. La séduction xénophobe de la droite par la charte s'est mué en un bonhomme sept heures référendaire, le cauchemar de la droite. Le parti pris printemps érable de 2012 s'est transformé en anti-syndicalisme primaire à la Québecor. Pour bloquer la marche triomphale Libéral ne reste plus au PQ, et à ses nouveaux alliés caquistes, qu'à rouvrir les soupiriaux des égouts xénophobes parfumés d'hypocrite moralisme anti-corruption. Les trois partis croque-mort relégués aux coulisses, Québec solidaire reste seul sur le devant de la scène. Libre à lui de se piéger dans cette joute boueuse ou de renouer avec ce projet de société libérateur et émancipateur qui imprégnait les grandes mobilisations du Printemps érable. Faut-il prendre au sérieux cet hydre à trois têtes s'entre-dévorant ? Deux ou trois phrases bien senties suffiront à régler son compte. Lors du second débat des chefs, près d'une demi-heure de parole Solidaire s'adressant à plus d'un million de personnes donne le temps d'élaborer l'alternative qui enthousiasme et qui remobilise.

La plate-forme électorale — pourquoi l'avoir enfouie dans le site web du parti ? — contient tout ce qu'il faut pour esquisser concrètement ce projet de société alternatif d'un Québec indépendantⁱ. Les attentes des militantes, le virage à gauche du Parti vert et la réalité d'une crise économique et écologique qui se prolonge poussent enfin la direction Solidaire, contrairement à la campagne électorale de 2012, à faire connaître, même si c'est en dents de scie, les revendications les plus acérées de la plate-forme. Les généralités de la première partie de la campagne se concrétisent, par exemple dans les dépliants thématiques et lors de la conférence de presse sur les engagements pour Montréal. De peine et de misère, la revendication test de la gratuité du transport public sur dix ans émerge dans les médias, même si elle reste absente des dépliants et des communiqués de presse, après que le Parti vert eut réussi à voler la première. Avec le revenu minimum garanti à 12 600 \$ et la construction de 50 000 logements sociaux sur cinq ans, cette revendication forme un trio synthétisant une possible alternative dont l'Assemblée constituante / référendum serait le quatrième mousquetaire.

On est certes loin d'une l'alternative anticapitaliste mais on en entrevoit une antilibérale. Dommage que le plan « Sortie du pétrole » et son cadre financier minent la crédibilité de cette lueur d'espérance. Le capital ne financera ce plan, s'il le finance, qu'assorti d'une forte « prime de risque » à la mode de l'Europe du Sud et de conditions propres à ne pas remettre en question la politique d'austérité. En ces temps de demande privée atrophiée, le capital quémande de l'État des contrats d'infrastructures et de sous-traitance en même temps qu'il exige des coupures sociales. Le Québec sera d'autant plus le point de mire de la finance que sa mauvaise réputation dans les milieux capitalistes n'est plus à faire comme parangon de l'endettement et de trop généreux programmes sociaux. Le tendon d'Achille de ce cadre financier tendant vers le plein emploi écologique, c'est sa dépendance envers les banques et consorts à raison de plus de 5 milliards \$ l'an sur 5 ans.

Faute de volonté Solidaire à faire l'indépendance pour exproprier les banques, il faut trouver une porte de sortie. La plate-forme électorale en fournit une, ou plutôt deux. On y propose la création d'une « *banque publique* » et de revoir « *le rôle de la Caisse [de dépôt et de placement du Québec] pour soutenir un développement économique fondé sur des valeurs sociales et environnementales et sur la création d'emplois* ». Compte tenu que seulement le quart des actifs de 200 milliards \$ de la Caisse est investi au Québec, y compris dans le secteur publicⁱⁱ, il serait tout à fait de mise d'exiger de la Caisse qu'elle ré-alloue une cinquantaine de milliards \$ de son portefeuille sur cinq ans vers le secteur public québécois. Cette démocratisation de la Caisse serait tout à fait conforme avec la volonté Solidaire de « *rendr[e] la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) imputable devant l'Assemblée nationale et augmenter la représentation citoyenne* ».

à son conseil d'administration. ». Ce serait d'autant plus facile que les actifs de la Caisse ont augmenté de plus de cinquante milliards \$ durant les cinq dernières années... quoique qu'il ne fasse pas trop se fier à la bonne tenue des dit marchés sur les prochains cinq ans.

Attention, il n'y a cependant pas ici de solution miracle mais bien un pis-aller. Ce serait un prêt, par l'intermédiaire de la Caisse, des (futurs) retraités du Québec au peuple du Québec. Cette main gauche qui prête à la main droite est bien sûr absurde, en résonance avec l'absurdité des milieux financiers qui prospèrent à l'austérité populaire. La pérennité des retraites serait fonction de la capacité de l'État québécois à pressuriser le contribuable. Cette « contradiction au sein du peuple », qui à terme le diviserait face à l'ennemi capitaliste pour paradoxalement éviter d'avoir recours à ses services à court terme, devrait au bout du compte être résolue par au moins une profonde réforme fiscale sur le dos du capital. Comme le capital riposterait à une telle réforme par une fuite des capitaux, il faudrait finalement en venir au rejet du libre-échange et à l'expropriation du système financier. D'où la nécessité de l'indépendance. Entre-temps, en attendant (Godot ?), il faut faire avec.

Marc Bonhomme, 26 mars 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

- i Voir les points saillants à l'annexe 1 de « Il ne suffit pas de dire non, il faut ouvrir l'horizon », Mon blogue, 9/03/14
- ii François Desjardins, La Caisse de dépôt et placement réalise un rendement de 13,1%, Le Devoir, 27/02/14